LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

AVRIL 1970

CLASSE OUVRIÈRE ET DÉMOCRATIE

A partir du dernier tiers du 19ème siècle, le triomphe temporaire du capitalisme s'est traduit, notamment, par un dirigisme croissant au sein des organisations nées de la lutte ouvrière (partis et syndicats) et devenues en fait organes d'encadrement des travailleurs pour le compte du capital.

Plus ou moins vite et plus ou moins complètement selon le cas, la base ouvrière s'est trouvée dépouillée de toute possibilité d'infléchir de façon sensible l'orientation de "ses" organisations et a vu se constituer en face d'elle une hiérarchie bureaucratique occupée à lui prescrire les objectifs et les formes de sa lutte. Il va sans dire que si ces directives concordaient toujours remarquablement avec les besoins du capitalisme - tout en heurtant parfois les intérêts particuliers de telle ou telle catégorie de capitalistes - cette coïncidence n'était pas l'effet du hasard ; elle ne faisait que traduire la véritable nature de classe des organisations en cause (1).

TRAVAILLEURS ET DIRIGEANTS

Mais le succès ainsi remporté par le capitalisme allait se retourner contre lui. A mesure que le caractère réel des organisations soi-disant ouvrières se manifestait de plus en plus ouvertement les révoltes ouvrières contre ces organisations se multipliaient.

...

(1) Cf. LUTTE DE CLASSE décembre 1969 : "Les syndicats trahissent-ils ?"

Aujourd'hui, alors que le capitalisme se débat dans des difficultés croissantes, la révolte s'étend à l'ensemble des pays industrialisés et s'approfondit de plus en plus.

Pendant longtemps, le refus par les travailleurs de la tutelle des organisations ouvertement vouées à la collaboration des classes (partis et syndicats réformistes) s'est principalement exprimé par l'adhésion à des organisations d'apparence "dure" (partis et syndicats "révolutionnaires"). Naïvement, on espérait que ces organisations ne suivraient pas la voie tracée par leurs devancières. Bien entendu, il n'en a rien été : dans la société comme dans la nature, les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets.

L'amertume de la classe ouvrière devant ces échecs répétés s'est traduite dans bien des cas par un désintérêt apparent pour son propre sort, une tendance à éviter la lutte ouverte, qui l'ont fait taxer d'apathie par des observateurs à courte vue. En fait, ce détachement relatif devait se révéler en fin de compte bénéfique. A l'écart de ses sauveurs professionnels, la classe ouvrière retrempait ses forces dans la résistance quotidienne à l'exploitation, jusqu'au moement où ce renforcement - et l'affaiblissement corrélatif du capitalisme - lui permettaient de repartir à l'attaque sur de nouvelles bases.

La combativité nouvelle manifestée depuis plusieurs années par les travailleurs - que ce soit en France ou dans d'autres pays - s'accompagne d'une nette tendance à rejeter l'autorité de dirigeants quels qu'ils soient, à prendre eux-mêmes leurs affaires en mains. Partout on voit se former, à l'occasion des grèves, des comités ouvriers qui permettent à la volonté des grévistes de se traduire en actes, on voit des assemblées ouvrières décider souverainement des revendications et des moyens de les faire aboutir, sans égard aux jérémiades des bonzes soudainement privés de leur emploi.

LA DEMOCRATIE CONTRE LES RECUPERATEURS

La bourgeoisie et ses valets ont senti le danger, et déjà les tentatives de récupération se multiplient : création de comités-bidon servant de paravent aux éternels syndicalistes, tenue d'assemblées soigneusement préfabriquées, abreuvées de discours soporifiques et menées à grands coups de démagogie vers le vote de résolutions d'une parfaite inanité - voilà pour les cas les plus graves. Lorsque la situation est moins tendue, les bureaucrates sortent de leur panoplie l'arme de la démocratie formelle : c'est le syndicat stalino-réformiste de la FIAT, invitant les ouvriers à se prononcer par écrit sur leurs revendications, c'est la C.G.T. amusant le tapis à l'E.D.F. par un référendum dont l'éclatante inutilité doit apparaître au regard le moins prévenu.

...

La presse bourgeoise aussi donne de la voix. En Grande-Bretagne, les manipulateurs syndicalistes ayant réussi dernièrement à faire accepter par la majorité des travailleurs chez FORD l'accord proposé par la direction, l'une des usines du groupe se mettait néanmoins en grève. Aussitôt, l'organe de la bourgeoisie financière faisait gravement la leçon aux grévistes, expliquant que les principes de la démocratie devaient les conduire à s'incliner devant la majorité. Et de souhaiter pieusement que désormais il soit interdit de faire grève sans que tout le personnel concerné se soit prononcé par un vote à bulletins secrets.

Il serait trop facile de rétorquer que Messieurs les journalistes ne font jamais état de pareilles considérations lorsqu'une poignée de jaunes met en danger le succès d'une grève. Même si le souci de démocratie si opportunément ressenti par le patronat était moins unilatéral, il n'en irait pas moins à l'encontre des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière.

Contrairement aux capitalistes, les travailleurs ne peuvent agir que collectivement. La décision individuelle n'a pour eux aucun sens : on ne fait pas grève tout seul. Toute procédure de vote qui en appelle à la conscience du travailleur isolé a pour effet de le livrer pieds et poings liés au pouvoir du capital. Pour la classe ouvrière, la démocratie ne peut donc pas se présenter sous la forme parlementaire et électorale, qu'elle revêt naturellement pour la bourgeoisie. Il s'agit de dégager la volonté collective des travailleurs, qui ne peut se former que là où leur situation de classe les rassemble, c'est-à-dire sur les lieux du travail.

Il importe donc d'opposer à la démocratie bourgeoise et à ses chiffons de papier, la démocratie ouvrière, représentée par les assemblées à la base où tous les travailleurs participent sur un pied d'égalité (pas de tribune pour les chefs, pas de haut parleur réservé, temps de parole identique pour tous). Ceci ne correspond pas à des exigences morales, mais à un simple souci d'efficacité : dans l'immédiat, une action suffisamment énergique n'est possible que si les travailleurs qu'elle implique se sentent réellement concernés ; à plus long terme, il n'y aura pas de révolution sans un renversement des rapports sociaux actuels, renversement qui commence au moment où les travailleurs se mettent à gérer eux-mêmes leur lutte contre le capital.

La défense de la démocratie ouvrières est donc la pierre de touche d'une authentique position révolutionnaire. Tous ceux qui, sous un prétexte ou sous un autre, escamotent ce problème en le remplaçant par celui de la "bonne direction" se démasquent par là même comme des agents conscients ou inconscients de l'ennemi de classe. Et dans la mesure même où l'ennemi redouble d'efforts pour semer la confusion au sein du mouvement ouvrier, il importe d'autant plus d'avoir des idées claires sur la question.

...

LES ARGUMENTS DES DIRIGISTES

Les saboteurs plus ou moins sournois de la démocratie ouvrière s'abritent derrière plusieurs types d'arguments, dont certains sont d'apparence purement technique.

En premier lieu, on nous dit que les assemblées font perdre beaucoup de temps - alors que dans la lutte des décisions rapides sont parfois indispensables - et qu'il est impossible de garder le secret sur ce qui a été décidé. Un tel raisonnement procède d'une incompréhension de la nature des luttes ouvrières. En règle générale, celles-ci ne prennent pas une forme militaire, où l'essentiel serait d'écraser matériellement l'adversaire en concentrant à l'improviste des moyens supérieurs sur un point déterminé. L'arme principale des travailleurs, c'est leur propre combativité, et celle-ci se développera beaucoup mieux s'ils se sentent responsables de la lutte que s'ils en remettent la direction à un état-major de spécialistes. Bien loin de représenter une perte de temps, des assemblées de base sont le creuset où se forge l'unité ouvrière. Quant au secret des décisions, il est mieux assuré par leur exécution immédiate - grève surprise avec occupation, par exemple - que par les précautions rocambolesques des bureaucrates, qui n'ont jamais empêché des indiscrétions (même le parti bolchevik n'avait pu s'opposer à l'infiltration d'espions de la police tsariste jusque dans son comité central).

On dit ensuite que les travailleurs, par manque d'expérience, commettront des erreurs. C'est absolument certain ; on aimerait d'ailleurs savoir où se cache les chefs géniaux qui, eux, ne se seraient jamais trompés. Mais il existe précisément une énorme différence entre les erreurs commises par des travailleurs en lutte et celles que commettent en leur nom des dirigeants : dans le premier cas ceux qui se trompent en subissent eux-mêmes les conséquences, tandis que dans le second les conséquences sont supportées par quelqu'un d'autre. Les travailleurs ont donc un intérêt évident à tirer les leçons de leurs erreurs - c'est d'ailleurs ainsi qu'ils acquièrent de l'expérience - alors que pour les dirigeants cela ne semble nullement certain. Les travailleurs peuvent se tromper sur leurs véritables intérêts - du moins n'ont ils pas, en fait, d'autres intérêts à défendre que ceux de leur classe.

Une autre objection souvent entendue est la nécessité de centraliser les décisions et de coordonner l'action, qu'impliquerait l'existence d'un appareil de direction. Là encore on tire d'une réalité incontestable des déductions totalement erronées. Il est vrai que pour être vraiment efficace l'action ouvrière doit englober des masses considérables de travailleurs. Mais outre que les appareils de direction ont tous pour fonction de s'opposer à la généralisation des luttes, l'expérience montre que les travailleurs n'ont pas besoin d'appareil pour se relier entre eux. Quand le besoin de liaison est effectivement ressenti, les moyens de le satisfaire ne manquent pas : délégation massive d'une usine à l'autre ou réunions de délégués mandatés par des assemblées de base.

...

En fait, le problème n'est pas technique, mais politique : dans la plupart des cas, les liaisons font défaut parce que les travailleurs n'en voient pas suffisamment la nécessité. Mais ce n'est pas en prêchant la confiance dans une direction que l'on pourra surmonter cet obstacle.

LES MINORITES CONSCIENTES

Les dirigeates éclairés feront peut-être remarquer que ce n'est pas non plus en prêchant la démocratie ouvrière qu'on la réalisera, dans la mesure où la grande majorité des travailleurs ne semble pas disposer, la plupart du temps, à prendre ses affaires en mains. L'objection est en partie fondée, mais ne tient pas compte des conditions réelles de la lutte des classes.

Il est vrai que la démocratie ouvrière - qui est en fin de compte un pas décisif vers le renversement du capitalisme - ne peut pas être instaurée par décret. ; mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Si le fonctionnement même du capitalisme implique qu'en période normale la plupart des travailleurs restent passifs, il existe toujours une minorité plus clairvoyante et plus réolue. Mais sur le rôle de cette minorité (plus connue sous le nom d'avant-garde) règne la plus complète confusion.

Certains, qui se font de la démocratie un fétiche, semblent croire que tant que la moitié plus un des prolétaires du monde entier ne se sera pas prononcée pour la révolution, la minorité consciente n'a qu'à remâcher en silence son amertume et sa déception. D'autres, partant de l'observation juste qu'il n'existe qu'une minorité de travailleurs réellement combatifs, en tirent la conclusion fausse que cette "avant-garde" doit, militairement organisée en parti, syndicat ou sous n'importe quelle autre forme, diriger l'ensemble de la classe vers le renversement du capitalisme. La première attitude revient à laisser le champ libre aux exploiteurs, la seconde à les renforcer au moyen d'une hiérarchie parallèle.

En réalité, le rôle des travailleurs les plus résolus est bien, comme on peut le constater dans n'importe quelle grève, d'entraîner les autres dans la lutte et de les y maintenir, au besoin par une attitude énergique à l'égard des jaunes et autres imbéciles. Il n'y a là rien qui contredise la démocratie ouvrière, celle-ci étant une organisation de classe et non un jeu de société. Mais tout dépend du sens dans lequel la "minorité consciente" exerce son action, c'est-à-dire du niveau de conscience que la situation de classe lui aura permis d'atteindre. Une avant-garde qui s'enferme dans une organisation hiérarchisée se coupe en fait de l'ensemble de la classe ouvrière et ne tarde pas à se retrouver à l'arrière-garde, devenant un obstacle au développement de la lutte.

....

Seuls les éléments qui s'élèvent à la compréhension des intérêts fondamentaux de leur classe peuvent jouer un rôle positif, en unissant leurs efforts pour abattre les obstacles matériels et idéologiques qui freinent le développement de la démocratie ouvrière (répression physique et propagande patronale ou bureaucratique).

Bien entendu, cette action minoritaire ne sera efficace que si elle se trouve répondre à l'attente plus ou moins consciente des autres travailleurs. Mais d'un autre côté, elle contribue par elle-même au développement de la conscience de classe du prolétariat. Il ne faudrait pas, du reste, concevoir les rapports entre "minorité consciente" et "majorité" comme ceux de deux objets figés dans leur séparation. Bien souvent, ceux qui prennent l'initiative d'une lutte sont dépassés pendant son déroulement par ceux qui au départ paraissaient les moins combatifs. Et d'une lutte à une autre, on assiste à des reclassements encore plus spectaculaires (1). L'avant-garde ouvrière n'est donc pas un corps stable, elle se décompose et se reconstitue continuellement selon les vicissitudes de la lutte des classes. Seule la plus large démocratie à la base peut permettre à ce processus de se dérouler à l'avantage de la classe ouvrière et non du capitalisme.

---

(1) cf. Lutte de Classe, octobre-novembre 1969 "Du regroupement à l'organisation révolutionnaire".

TRAVAILLEZ, VOUS SEREZ RÉCOMPENSÉS

Les capitalistes, par la voix de leurs représentants les dirigeants de l'état, essaient par tous les moyens de détourner les travailleurs de la lutte de classe et de leur faire oublier que l'exploitation qu'ils subissent augmente sans cesse. En général, ces tentatives faites pour les amadouer, comme par exemple, la soi-disant participation aux bénéfices des entreprises, se terminent dans l'indifférence générale. De nouvelles opérations de charme sont alors étudiées : la dernière vient de nous être offerte, c'est la mensualisation.

Pompidou en personne est venu la présenter à la télé. Pour cela, il a brossé un tableau des nécessités actuelles du capitalisme français. Il s'est adressé aux travailleurs en ces termes:"Nous leur demandons, pendant des années, de travailler et d'épargner, puisque ce n'est que par le travail que l'on crée et ce n'est que par l'épargne que l'on dégage les capitaux nécessaires aux investissements".

...../

Voilà qui est clair et net. Les capitalistes ne cherchent plus à masquer leurs problèmes. Ils jouent la franchise, il ne peut pas y avoir d'autre solution que trimer toujours plus et pas seulement pendant quelques mois, mais pendant des années. Ainsi ils font semblant de nous faire participer à ce qui est leur privilège exclusif, le pouvoir de décider pour que le capitalisme puisse se perpétuer indéfiniment grâce à notre travail. Car nous apprenons au passage que la plus-value qu'on nous extorque, seuls les travailleurs sont capables de la créer. Cette plus-value, le capitalisme en a un besoin pressant pour s'équiper, s'agrandir, se moderniser, en un mot, rationnaliser la production. Cet accroissement continuel lui est imposé pour résister à la lutte des travailleurs qui essaient de reprendre une partie de ce qu'on leur vole mais aussi pour lutter contre les concurrents capitalistes qui tous, ont besoin de vendre leurs produits pour réaliser, récupérer la fameuse plus-value inclue dans les marchandises. Mais ce beau programme n'a vraiment rien d'alléchant pour les travailleurs ! il faut bien qu'il y ait des compensations ; et comme il n'est pas question de donner plus que la part fixée pour ne pas compromettre l'équilibre du système (les quelques % que les syndicats font semblant d'arracher grâce à leurs talents d'illusionnistes) il faut trouver quelque chose que les travailleurs puissent se mettre sous la dent. Il faut, comme dit Pompidou, une récompense ! Celle-ci tout en coûtant le moins cher possible aux capitalistes, sert à améliorer le fonctionnement du système, en même temps qu'elle vise à masquer aux travailleurs leurs problèmes immédiats. Il faut gagner du temps, car le temps n'est-ce pas, c'est aussi de l'argent. Or, parmi l'éventail des mesures que le capitalisme peut mettre en œuvre pour assurer son meilleur fonctionnement, la mensualisation est celle qui lui paraît la plus efficace au moindre coût.

Essayons de voir ce qu'il en est de la récompense. La mensualisation va toucher la majorité des ouvriers, puisque 6 à 7 % seulement sont payés au mois. Mais il ne faut pas croire que tous les horaires vont être mensualisés et que ceux qui le seront, vont l'être immédiatement. Cela va se faire très progressivement, en fonction de la qualification et de l'ancienneté. A la régie Renault, qui est la première entreprise à lancer l'opération, les ouvriers spécialisés et professionnels ayant une ancienneté suffisante (15 ans pour les OS et P1 spécialisés, 10 ans pour les P1, 5 ans pour les P2, 1 an pour les P2 Outilleurs) seront mensualisés les premiers en juin. Une seconde tranche le sera en mars 1971, et ainsi de suite jusqu'en 1973, date à laquelle environ 60 % seulement des travailleurs de la Régie seront mensualisés, les autres ne remplissant pas les conditions requises. Pour les autres entreprises publiques et surtout privées on parle de 1975 comme date d'achèvement mais rien n'est imposé aux patrons, il est seulement recommandé d'engager rapidement des négociations à ce sujet avec les syndicats par branche professionnelle. Voilà encore de beaux jours en perspective pour les spécialistes de la parlote et du baratin !

Pourquoi cette sage lenteur ? d'abord parce que les entreprises ont surtout intérêt à garder leur main d'oeuvre hautement qualifiée dont il y a pénurie en ce moment. C'est donc cette main d'oeuvre, à condition qu'elle ait l'ancienneté nécessaire, qui est récompensée la première. Notons au passage que la division des travailleurs entre un petit nombre de mensuels et une majorité de salariés à l'heure, longtemps considérée sous cette forme comme un instrument privilégié entre les mains des capitalistes, peut-être remise en cause et transformée par ces

derniers eux-mêmes, dès le moment où les avantages sont dépassés par les inconvénients dans le fonctionnement du système capitaliste dans son ensemble. Ce qui montre bien que toute revendication, même anti-hiérarchique, par nécessité inscrite dans le système, peut parfaitement être récupérée par celui-ci et même faciliter son évolution. En effet, les différences apparaissent comme de plus en plus illusoires face à la réalité même du travail qui tend à unifier les réactions de tous ceux qui sont soumis à la même exploitation, qu'ils soient payés au mois ou à l'heure. Le rapport des Sages (c'est ainsi que les capitalistes appellent leurs larbins intellectuels) chargés d'étudier les problèmes de la mensualisation le souligne nettement. Il déclare que ces différences "constituent un obstacle au développement d'une société industrielle dynamique, défavorisent les travailleurs ouvriers et éloignent ainsi des métiers manuels une partie importante de la population active". Ce dernier point montre que les capitalistes cherchent ainsi à modifier la tendance qui pousse les jeunes vers les métiers de bureau plutôt que vers l'industrie, tendance qui à la longue priverait la production de travailleurs qualifiés et empêcherait le développement du capitalisme français. Mais ne croyons pas non plus que la mensualisation va faire disparaître complètement l'ancienne division entre horaires et mensuels. Les conditions d'ancienneté requises empêcheront la mensualisation d'environ 30 à 40 % des travailleurs. Cela permettra encore aux capitalistes d'essayer de dresser les uns contre les autres, horaires et mensuels, surtout pendant les périodes de lutte, en offrant aux uns des avantages qu'ils refusent aux autres.

Voyons maintenant si les mensualisés vont trouver une rallonge sur leur feuille de paie. En réalité, rien du tout, car il ne s'agit pas d'une augmentation de salaire, mais de garanties supplémentaires, essentiellement quelques jours fériés, 2 ou 3, qui seront dorénavant payés, le bénéfice de l'assurance-maladie, d'une indemnité en cas de licenciement et de départ à la retraite. Chez Renault, par exemple, l'indemnité journalière de maladie passe de 8 F à 10,50 F, ce qui, même à ce prix, n'encourage guère à tirer au flanc. La mensualisation va donc seulement assurer une meilleure régularité des ressources des travailleurs. Et c'est bien ce qu'espèrent nos dirigeants. Un peu mieux garantis contre les maladies et les menaces de licenciements, assurés d'être payés régulièrement, les travailleurs utiliseront plus facilement le crédit, s'endetteront davantage, consommeront plus, comme dans les grands pays capitalistes, USA, Allemagne, Japon.

Ainsi le travailleur s'enchaîne un peu plus au capitalisme, le but de son existence est axé vers la seule satisfaction des besoins que le capitalisme lui offre. De cette façon, la production est relancée dans tous les domaines en même temps que s'effectue une meilleure adaptation de l'offre à la demande. Et cela, sans que les capitalistes y aient consacré une part importante de la plus-value. En effet peut-on évaluer le coût de la mensualisation pour les capitalistes ? Il sera très différent suivant les entreprises, en particulier seront défavorisées celles qui emploient beaucoup de main d'oeuvre comme dans le bâtiment, ou surtout des jeunes ou des femmes comme dans le textile. En général, les industries les moins bien équipées, celles où on utilise encore trop peu de machines. Dans ce cas, la mensualisation va augmenter les charges des entreprises dont la marge de bénéfice est déjà extrêmement réduite pour pouvoir survivre face à la concurrence internationale.

..../

On peut prévoir que certaines entreprises, les moins rentables, vont devoir disparaître, accentuant ainsi la concentration du capital en même temps que se créeront des points de chomage. A terme, c'est donc la poursuite du phénomène actuel de réorganisation du capitalisme. Pour les entreprises déjà solides ou celles dans lesquelles la part du travail vivant (les salaires) par rapport au travail mort (les machines) est moins importante, l'étalement de la mensualisation sur 3, 5 ans ou même plus, ainsi que la perspective d'une augmentation de la production grâce à une relance de la consommation, permettront facilement d'éponger le coût de l'opération.

En conclusion, on s'aperçoit que la récompense promise est plutôt maigre, mais comme dit Pompidou, les travailleurs se sentiront plus dignes. C'est possible, mais il est probable que cette dignité nouvelle ne leur fera ni chaud ni froid. Ce qui intéresse les travailleurs c'est beaucoup plus par exemple la possibilité de travailler moins longtemps et de façon moins intensive. Car ils savent bien que d'ici 1973, ou 1975, les nouvelles machines que leur travail et leur épargne auront créées permettront aux capitalistes d'augmenter les cadences de travail pour leur arracher encore et toujours plus de travail. A ce jeu-là, quand arrive 65 ans, quand on y arrive, on n'a plus besoin de dignité ni même de retraite, on est usé. Or chez Renault, la réduction de la durée hebdomadaire du travail ne sera en 1970 que d'une heure en tout ; une demie-heure au 1er juin, une autre demie-heure au 1er octobre, ce qui laissera encore une semaine de travail de 44,4 heures.

Quant à la récompense qui constiste à permettre aux travailleurs de se soigner un peu plus décemment après s'être crevés au boulot, c'est bien la moindre des choses. Comme d'habitude les capitalistes ne font pas de cadeaux mais sans doute espèrent-ils ainsi, pendant quelques temps faire oublier la réalité de notre exploitation. Il est pourtant probable que les travailleurs avec leur ingratitude coutumière, accepteront la récompense et continueront à lutter pour arracher de véritables améliorations à leur sort.

Socialisme (toujours) dans le vent

Il est toujours instructif (et piquant) de voir le capitalisme défaillant avoir recours, pour mieux maintenir l'exploitation des travailleurs, à d'honnêtes gérants qui ont d'autant plus de chances de le remettre sur ses pieds qu'ils s'affirment "socialistes" pour mieux mettre au pas la classe ouvrière. BLUM en 36, MOLLET pendant la guerre d'Algérie, WILSON dans une Angleterre dont l'économie se dégrade ..... Trois avatars d'une même social-démocratie, jouant invariablement le même rôle quand les capitalistes en ont besoin.

..../

Monsieur Willy BRANDT, qui a pris le pouvoir en Allemagne après une série de grèves sauvages sans précédent, n'échappe naturellement pas à la règle. Il vient de lancer un appel au patronat et aux salariés, leur demandant de contribuer, "par leur attitude en matière de prix et de salaires, à rétablir la stabilité de l'économie (.....), en particulier par la conclusion de contrats collectifs, prévoyant la constitution de capital".

A tous ceux qui pensaient encore qu'un gouvernement de gauche, même imparfait, représente tout-de-même-un-pas-en-avant-si-petit-soit-il-vers-le-socialisme-, il nous sera bien facile de demander une réponse à la question suivante :

- par quelle forme de prestidigitation, la constitution de capital ainsi prônée par un chef d'état "socialiste", dans le but avoué de faire redémarrer une économie nationale qui se ralentit, peut constituer une "étape" vers la mort du capitalisme ?

On voit bien là encore, le réformisme ne fait jamais, à plus ou moins long terme, que renforcer l'exploitation. En revanche, il n'y a d'étapes vers le socialisme que dans les rapports nouveaux qui s'établissent entre les travailleurs, à chaque fois qu'ils prennent en mains leur lutte, si petite soit-elle.

L'UN DES OBJECTIFS FONDAMENTAUX DE "LUTTE DE CLASSE"

est de <u>développer les liaisons entre travailleurs</u>

par des contacts directs

par la diffusion d'informations sur les luttes

Des possibibilités de contact existent actuellement vis-à-vis des entreprises ou secteurs suivants :

..../

- AIR FRANCE (Siège)
- CITROEN (Paris)
- ENSEIGNEMENT (Paris et province)
- HACHETTE
- IMPRIMERIE NATIONALE
- N M P P
- NORD AVIATION (Châtillon)
- PEUGEOT (Sochaux)
- P T T (Région parisienne)
- RATEAU (La Courneuve)
- RENAULT (Billancourt)
- RHONE POULENC (Vitry)
- S O C A T A (Tarbes)
- SUD AVIATION (Courbevoie)
- THOMSON HOUSTON

Nous invitons ceux qui sympathisent avec nos positions à nous faire connaître leurs propres possibilités dans ce domaine, et à nous faire parvenir les informations qu'ils voudraient voir diffuser. Nous rappelons que "LUTTE de CLASSE" est adressé régulièrement par la poste à tous les lecteurs qui le demandent, sans aucun engagement de leur part.

Nous n'en apprécions que davantage le soutien financier que certains d'entre eux nous accordent (envoyer de préférence, soit des timbres, soit un chèque sans nom de bénéficiaire).

Plus importante encore est l'aide à la diffusion (distribution directe ou envoi d'adresses de lecteurs éventuels).

0

0 0

Adresse postale uniquement :

Michel DAUPHIN - 4, rue Clavel
PARIS 19ème

Où nous voulons en venir

Capitalisme et bureaucratie

Partout dans le monde, sans aucune exception, la société est aujourd'hui divisée en deux classes irréductiblement opposées : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes, qui dispose de ces richesses et de la vie même des travailleurs.

Pour échapper à la crise mortelle qui les guette, les capitalistes ne peuvent qu'accroître sans cesse l'exploitation du travail. Mais celle-ci provoque la résistance des travailleurs, le déséquilibre de l'économie, et finalement la ruine des bases mêmes de la vie humaine.

C'est en vain que partis et syndicats continuent à prêcher la patience et la résignation, en échange de quelques miettes baptisées « niveau de vie ». La base de leur activité s'effondre, car les capitalistes n'ont plus guère de miettes à offrir.

Mais voici que de nouveaux dirigeants, soi-disant révolutionnaires, viennent tenter de relever ceux qui ont failli, promettant de guider la classe ouvrière vers son émancipation. En soumettant les travailleurs à une hiérarchie supplémentaire de chefs et de chéfaillons, ils ne font que compléter et renforcer le pouvoir du capital. La seule perspective qu'ils ouvrent, c'est celle du capitalisme d'Etat à la russe ou à la chinoise, avec une exploitation redoublée et le massacre de ceux qui résistent.

Action de classe

En fait, seule la prise en mains par les travailleurs des armes et des instruments de production peut empêcher l'anéantissement de l'humanité. Mais cette solution ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes, s'organisant entre eux à la base, sans stratèges ni chefs géniaux.

La route est ardue, jalonnée d'échecs et de défaites : soviets de Russie étouffés par les bolcheviks, conseils ouvriers d'Allemagne et de Hongrie noyés dans le sang, comités de shop stewards en Grande-Bretagne sans cesse menacés par la pénétration des rapports capitalistes.

Mais l'action autonome de la classe ouvrière ressurgit périodiquement, toujours plus puissante et plus étendue, que ce soit à travers les grèves dites « sauvages » ou à travers la formation de comités de base, malgré la répression conjuguée du patronat et de la bureaucratie syndicale.

Inutile donc d'attendre des sauveurs qui ne peuvent pas venir. Seul le développement des initiatives de la base pourra abattre l'exploitation. Et seule dès aujourd'hui l'action voulue et dirigée par les travailleurs eux-mêmes peut faire reculer le capital et défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière.

Dès maintenant, donc :

— toute décision sur les luttes ouvrières doit être prise par une assemblée des travailleurs concernés, après une discussion où tous auront la parole sur un pied d'égalité ;
— il est exclu d'élire des représentants ayant un pouvoir de décision quelconque — il ne peut être question que de délégués mandatés de façon précise pour une tâche bien déterminée ;
— la lutte doit être coordonnée par les délégués de la base et non par des bonzes inamovibles qui parlent au nom des travailleurs sans prendre leur avis.

Regroupement des révolutionnaires

C'est pour répandre ces principes et aider matériellement à leur mise en pratique que les travailleurs les plus combatifs et les plus lucides doivent aujourd'hui se grouper, sans distinction de nationalité ou de profession, pour contester dans les faits le droit divin des dirigeants.

La tâche à accomplir est immense :

— rompre l'isolement des minorités « gauchistes » qui existent un peu partout ;
— créer les liaisons qui aideront la classe ouvrière à organiser elle-même son action ;
— interpréter et diffuser largement les informations étouffées par la presse bourgeoise et bureaucratique ;
— appuyer, par la propagande et par l'action, les luttes engagées par les travailleurs.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants, un nouveau parti ou un nouveau syndicat. L'organisation révolutionnaire — indispensable pour éviter la dispersion des efforts — n'aura ni hiérarchie, ni organes de direction spécialisés, les décisions étant prises par l'ensemble des militants.

Loin de prétendre faire la révolution à la place des travailleurs, il s'agit au contraire de leur faire mieux connaître la possibilité qu'ils ont de se libérer par leurs propres moyens de l'esclavage capitaliste.

GROUPE DE LIAISON POUR L'ACTION DES TRAVAILLEURS (G.L.A.T.).